



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 2025-68

du 19 FEV. 2025

mettant en demeure la société BEHM SARL de respecter, pour l'exploitation de l'installation de carrossage industriel sise sur le territoire de la commune de Thionville, les dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2008

Le Préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement, et notamment son article L.171-8-I ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2008-DEED/IC-155 du 30 juillet 2008 autorisant la société BEHM à exploiter route des Terres Rouges – ZI de Metzange à Thionville des installations de carrosserie industrielle ;

Vu le rapport du 31 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à la visite réalisée le 6 décembre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le 13 janvier 2025 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu les observations de la part de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral le 20 janvier 2025 ;

Considérant que lors du contrôle du 6 décembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2008 susvisé n'étaient pas respectées ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions est de nature à engendrer des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Préfecture de la Moselle - 9, place de la préfecture - BP 71014 - 57034 METZ CEDEX 1 - Tél. : 03 87 34 87 34

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1 :

La Société BEHM SARL (SIRET 83800724300010), sise Route des Terres rouges ZI de Metzange E 57100 Thionville, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de carrosserie industrielle sur la commune de Thionville, les dispositions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2008 susvisé, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement grand est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société BEHM SARL.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Thionville et au sous-préfet de Thionville.

A Metz, le 19 FEV. 2025

Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

Richard Smith

Délais et voies de recours

« En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>